

CE N'ÉTAIT PAS UN FILM

Ronald Reagan contre l'Empire du Mal



La mort de l'ancien président des États-Unis, Ronald Reagan, samedi 5 juin 2004, à l'âge de 93 ans, a suscité une déferlante hagiographique dans la presse de son pays, mais aussi, de façon plus surprenante, dans l'ensemble des médias occidentaux. Les huit années qu'il passa au pouvoir ont pourtant représenté une période de conflit sanglants : de 1980 à 1988, pour redonner confiance à son pays, il a conduit une politique étrangère messianique visant à détruire l'URSS, qualifiée d'Empire du Mal. Une doctrine qui l'a poussé à multiplier les actions militaires et les opérations secrètes.

page 2

Célébration d'une alliance révolue

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Six chefs d'État ont célébré l'anniversaire du débarquement de 1944. Pour Axel Poniatowski, c'est l'occasion d'affirmer que ce qui nous oppose aux États-Unis est moindre que ce qui nous unit à eux. Tandis que pour Gerhard Schröder, c'est le moment de tourner une page de l'histoire et de marquer l'indépendance retrouvée de la politique étrangère allemande. Bref, cette célébration tient de la conjuration : cette manifestation d'unité masque nos conflits grandissants.

page 12

REPÈRE : 8 JUIN 1984

Indira Gandhi massacre les indépendantistes pendjabis à Amritsar

En Inde, dans le Pendjab, après deux jours de violents combats, l'opération « Étoile bleue » se termine au Temple d'or d'Amritsar, centre spirituel de la religion sikh. Sans tenir compte des dizaines de milliers de pèlerins présents, le Premier ministre Indira Gandhi avait ordonné l'assaut pour déloger du temple les militants indépendantistes qui s'y étaient retranchés après la mutinerie de trois régiments sikhs.

Officiellement l'opération n'aurait fait « que » 800 morts, mais tous les témoins parlent de milliers de victimes parmi les pèlerins, massacrés par l'armée indienne qui tire sur la foule. En représailles, trois de ses gardes du corps sikhs assassinent Indira Gandhi, le 31 octobre 1984. La population hindoue réagit par un pogrom anti-sikh qui fera plus de 3.000 morts. Depuis 20 ans, la communauté internationale exige vainement de l'État fédéral indien une commission d'enquête sur les évènements d'Amritsar. ■



IRAK : L'ARMÉE DE SA MAJESTÉ AUSSI EMPLOIE DES « CONTRACTANTS CIVILS »

Nous avons relaté dans ces colonnes l'arrestation au Zimbabwe de mercenaires britanniques accusés d'avoir préparé un coup d'État en Guinée équatoriale. Parmi ces derniers se trouvaient deux des propriétaires de la firme de sécurité sud-africaine MTS (Meteoric Tactical Solutions), contractée par le gouvernement britannique pour une somme de 250 000 livres (environ 400 000 euros) afin d'assurer la sécurité de ses représentants à Bagdad. Lourens Horn et Hermanus Carlse, contact du gouvernement britannique lors de la signature du contrat l'été dernier, sont actuellement détenus au Zimbabwe et accusés d'y avoir fait escale pour acheter des armes en vue de renverser Téodoro Obiang, le dictateur de Guinée Équatoriale. Le *Department for International Development* (DfID), qui les a embauchés, est également critiqué pour avoir confié des missions de transport humanitaire à la société Aerocom, accusée par l'ONU d'avoir transporté illégalement en 2002 des armes vers le Liberia, déchiré par une guerre civile. ■

Ce n'était pas un film

Ronald Reagan contre l'Empire du Mal

La mort de l'ancien président des États-Unis, Ronald Reagan, samedi 5 juin 2004, à l'âge de 93 ans, a suscité une déferlante hagiographique dans la presse de son pays, mais aussi, de façon plus surprenante, dans l'ensemble des médias occidentaux. Les huit années qu'il passa au pouvoir ont pourtant représenté une période de conflit sanglants : de 1980 à 1988, pour redonner confiance à son pays, il a conduit une politique étrangère messianique visant à détruire l'URSS, qualifiée d'Empire du Mal. Une doctrine qui l'a poussé à multiplier les actions militaires et les opérations secrètes.



Ronald Reagan commence sa carrière dans l'establishment états-unien au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Alors que le conflit s'achève, William Casey crée le Comité international des réfugiés (International Refugee Committee) pour coordonner l'exfiltration de dirigeants nazis vers les États-Unis d'où ils doivent participer à la lutte contre le communisme. Le Comité dispose d'une vitrine légale intitulée Comité Europe libre. Il lance une campagne publique de collecte de fonds, la Croisade pour la liberté, dont le porte-parole n'est autre que le jeune acteur Ronald Reagan [1].

Délation à Hollywood

Malgré de médiocres prestations cinématographiques, et tout en menant, en parallèle une carrière de commentateur sportif, Reagan prend la tête du Screen

Actors Guild, le syndicat des acteurs à Hollywood, en 1947. La même année, devant la commission parlementaire consacrée aux activités non-américaines, où siège Richard Nixon, il témoigne de la présence, au sein de l'organisation qu'il préside, d'un petit groupe opposé aux décisions prises par le syndicat. Selon lui, cela ne fait aucun doute : il s'agit de membres du Parti communiste états-unien [2]. Il ne cite cependant aucun nom. Mais, selon l'historien Garry Wills, qui a étudié les dossiers du FBI, il informe la police en secret [3]. Onze artistes soupçonnés d'appartenir au Parti communiste sont alors convoqués par la commission. Seul Bertold Brecht, le dramaturge allemand, acceptera de répondre aux questions du jury, et niera son appartenance au Parti communiste. Les dix autres, qui invoquent le 5e amendement pour refuser de répondre, seront envoyés en prison, et entreront dans l'Histoire sous le nom des *Dix d'Hollywood* [4].

Ronald Reagan, jusqu'ici connu comme étant un libéral, membre du Parti démocrate, change d'orientation politique. Il soutient la « *chasse aux sorcières* » de Joseph McCarthy. En 1951, il déclare ainsi : « *Si un acteur, par son comportement en dehors des activités syndicales, offense l'opinion publique à un point tel qu'il fait tort aux entrées, le syndicat ne peut, ni ne veut, contraindre les studios à l'employer* ». En 1953, le syndicat interdit l'adhésion aux acteurs communistes [5].

Ascension républicaine

Dans la foulée, il adhère au Parti républicain et s'engage pour l'élection de Dwight Eisenhower en 1952 et en 1956, puis soutient la candidature de Richard Nixon en 1960 et celle de Barry Goldwater en 1964. Il est récompensé de ses efforts en 1965 : cette année-là, le milliardaire catholique fondamentaliste Patrick J. Frawley Jr. et trois personnalités californiennes, Henry Salvatori (Pdg de la firme d'exploration pétrolière Western Geophysical), Homes Tuttle (pdg d'un réseau de vente d'automobiles) et A.C. Rubel (Pdg d'Union Oil) le sollicitent, en raison de sa popularité en tant qu'acteur et de son engagement anti-communiste, pour qu'il se présente au gouvernorat de Californie. Omniprésent par la suite, on surnomma ce groupe « *The Kitchen Cabinet* » [6]. L'année suivante, grâce à des moyens financiers impressionnants et à une campagne massive de dénigrement contre son adversaire Pat Brown, il remporte l'élection avec 58 % des suffrages [7].

À la tête de l'État, Ronald Reagan, qui devient le premier acteur à occuper un poste de gouverneur, met en œuvre une politique présentée comme ultra-libérale, comprenant notamment d'importantes baisses d'impôts et d'importantes coupes budgétaires dans les programmes sociaux. Parallèlement, il fait augmenter les droits de scolarité pour l'entrée à l'université, et multiplie les cadeaux fiscaux en direction des grosses entreprises. Il réprime par ailleurs les mouvements étudiants opposés à la guerre au Vietnam. En 1967, après que des manifestants pacifistes eurent bloqué une base militaire à Oakland, le gouverneur Reagan demande que soient appliquées les dispositions des temps de guerre afin de pouvoir poursuivre les pacifistes pour intelligence avec l'ennemi. Bien qu'il n'ait pas obtenu gain de cause, il donna ordre à la Garde nationale de réprimer les manifestations à l'université de Berkeley, en mai 1969, en utilisant des moyens militaires [8].

En 1974, il quitte ses fonctions et tente de conquérir le Parti républicain, où sa politique à la tête de la Californie l'a rendu populaire. Candidat malheureux à la primaire de 1972, il retente sa chance contre le président sortant Gerald Ford en 1976. Il est à nouveau battu, mais son influence s'accroît au sein du parti. Pour preuve, en janvier 1975, le président Ford le nomme membre de la Commission d'enquête parlementaire Rockefeller sur les agissements de la CIA. Lors de la remise du rapport, il minimise les faits établis par la Commission en déclarant que dans une administration de 16 000 personnes, il y a toujours des brebis galeuses pour commettre des bavures.

L'affaire de l'ambassade états-unienne de Téhéran



Cette loyauté est récompensée à la fin des années 1970. Pour l'élection présidentielle de 1980, il remporte la primaire républicaine face à l'ancien directeur de la CIA, George H. W. Bush. Après avoir refusé de composer avec son rival, qu'il accuse d'user de méthodes barbouzardes, il change soudainement d'avis et le prend comme vice-président. Interrogé sur les motifs d'un tel revirement, Reagan confia à son admirateur Jerry Falwell : « *Nancy et moi venons de vivre les deux jours les plus difficiles*

de notre vie et c'est tout ce que j'ai à dire là-dessus. ». Les deux hommes forment donc le « *ticket présidentiel* » qui affronte le sortant Jimmy Carter. Après la défaite du Vietnam, les affres du Watergate et la gifle iranienne, ils se proposent de restaurer la grandeur de « *l'Amérique* ».

L'essentiel des débats électoraux porte sur la politique étrangère, dans un contexte international tendu. Après l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeyni, des étudiants islamistes ont pris possession des locaux de l'ambassade états-unienne à Téhéran, faisant près de deux cents otages. En 1979, 52 sont encore détenus. Les sondages révèlent alors que s'ils venaient à être libérés entre le 18 et le 25 octobre 1980, soit moins de deux semaines avant le scrutin, le président Jimmy Carter pourrait se voir créditer de 10 % de suffrages supplémentaires. La menace est réelle pour les Républicains qui vont tout faire pour empêcher cette libération [9].

La première étape consiste à faire échouer l'opération militaire *Eagle Claw* planifiée par la Maison-Blanche. Jimmy Carter décide, en avril 1980, d'autoriser une action armée pour récupérer les otages. Mais le président est mal entouré, puisque les principaux responsables de l'opération sont des reaganiens : Richard Secord, chargé de la planification, Oliver North, qui doit veiller au départ des hélicoptères, et Albert Hakim, qui supervise l'approvisionnement, seront tous trois ultérieurement impliqués dans l'affaire Iran-Contras [10]. Tous trois sont des amis de William Casey, le directeur de campagne de Ronald Reagan [11].

Le fiasco est à la hauteur des espérances républicaines : sur les huit hélicoptères, au moins deux s'écrasent en plein désert, victimes de sabotage. Les filtres à sable protégeant les moteurs avaient été enlevés. Huit marines sont

tués. L'opération est annulée et l'escalade diplomatique avec Téhéran se poursuit [12]. Il faut alors saboter les négociations que mène Washington avec la République islamique. C'est ce à quoi s'emploie une équipe de négociateurs républicains, emmenés par George H.W. Bush, qui rencontre les responsables iraniens à Paris, entre le 15 et le 20 octobre 1980. L'objectif est de les convaincre de ne pas relâcher les otages avant l'élection présidentielle, en échange de promesses de fourniture de matériel militaire et civil une fois Ronald Reagan arrivé à la Maison-Blanche. Autour de la table des négociations se trouvent outre George H. W. Bush, William Casey, Don Gregg, mais aussi les marchands d'armes Cyrus Hashemi, Manucher Ghorbanifar et Albert Hakim [13]. La « surprise d'Octobre » souhaitée par Jimmy Carter n'aura pas lieu, et les otages ne seront pas libérés avant l'élection, que Ronald Reagan remporte finalement aisément. Quelques minutes après qu'il eut prêté serment au cours de la cérémonie d'investiture, les ressortissants états-uniens sont relâchés par Téhéran et rapatriés.

Une autre personnalité a permis ce succès. Il s'agit d'un important membre de son cabinet de campagne, Michael Deaver. Ce dernier est proche de trois gouvernements étrangers opposés à Jimmy Carter : l'Argentine, Taïwan, et les forces de droite du Guatemala, qui financèrent la campagne du candidat républicain. Auparavant, Deaver avait été attaché de Ronald Reagan au bureau du gouverneur de Californie, aux côtés de Peter Hannaford. Après le retrait de Reagan en 1974, les deux hommes créent une société de relations publiques chargée d'organiser toutes les apparitions publiques du candidat à la présidence.

Tentative d'assassinat

Deux mois après son investiture à la Maison-Blanche, le 30 mars 1981, Ronald Reagan manque de se faire assassiner par un jeune homme de 25 ans, John Hinckley Jr., alors qu'il quitte un hôtel de Washington. Il reçoit une balle de calibre 22 dans la poitrine et subit une intervention chirurgicale



Attentat contre Ronald Reagan le 30 mars 1981.

trois heures durant. Pendant ce temps, son vice-président et grand rival à l'investiture républicaine, George H. W. Bush, dirige un cabinet de crise, secondé par le secrétaire d'État Alexander Haig. Dans une atmosphère de coup d'État, Haig se présente devant les télévisions comme le nouveau n°2, alors que la Constitution prévoit qu'en cas de vacance du président et du vice-président, l'intérim revient aux présidents des deux chambres [14]. Cinq heures plus tard, lorsque l'on apprend que Ronald Reagan est sauvé, se basant sur les premiers rapports incomplets, Bush écarte *a priori* et officiellement toute conspiration ; c'est la thèse du fou isolé, admirateur du film *Taxi Driver* et voulant impressionner l'actrice Jodie Foster qui sera majoritairement reprise dans la presse. Pourtant des investigations plus approfondies auraient été nécessaires : Scott Hinckley, frère du « tireur isolé », était invité à dîner ce soir-là chez Neil Bush, un des fils du vice-président. Les deux familles ont fait fortune parallèlement dans l'exploitation du pétrole texan (Scott Hinckley était vice-

président de Vanderbilt Energy Corporation et George Bush Sr. avait dirigé Zapata Oil), et la famille Hinckley était l'un des plus généreux donateurs à la campagne de Bush Senior pour le Congrès. George W. vivait à Lubbock, Texas, en 1978, en même temps que John Hinckley. Les membres de la famille Bush, interrogés au sujet de John Hinckley, répondent qu'ils ne sont « *pas sûrs de l'avoir rencontré* » [15].

WACL, Moonies et P2

Ronald Reagan forme autour de lui une équipe hétéroclite, mais cohérente dans son idéologie. Comme plusieurs autres présidents des États-Unis dont l'actuel George W. Bush, Reagan était membre d'une organisation religieuse secrète, connue sous le nom de code de « *La Famille* ». Installée dans le cadre de l'affrontement Est-Ouest et disposant de moyens mis à sa disposition par l'OTAN, elle avait pris le pasteur Billy Graham comme porte-parole. Graham devint le conseiller spirituel de Reagan et le convertit au « *dispensionalisme* ». Il était persuadé que la venue du Christ était imminente. Le retour des Juifs en Palestine et la création de l'État d'Israël étaient les signes annonciateurs du combat d'Armageddon au cours duquel l'Empire du Mal (l'URSS) serait détruit [16]. Ses éléments permettent d'expliquer en partie la politique résolument pro-israélienne de l'ancien président états-unien, et notamment la mise en place d'un état-major commun, en novembre 1983. [17], et la fourniture de missiles TOW, en septembre 1985.

Trois chevaliers de l'Ordre souverain militaire et hospitalier de Malte sont nommés à des postes clés : William Casey, son ancien officier traitant, devient directeur de la CIA ; Alexander Haig devient secrétaire d'État ; et James Buckley [18] est nommé responsable de la propagande en Europe de l'Est à la direction de Radio Free Europe et Radio Liberty [19]. Plusieurs membres de la loge P2 font également partie de l'Ordre, et Licio Gelli, vénérable de la loge, sera invité par le dirigeant républicain Phil Guarino au bal d'investiture du président Reagan [20].

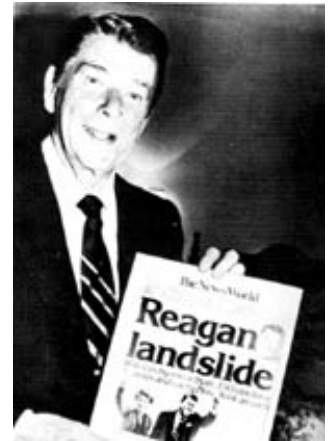
L'administration Reagan est également proche de l'Assemblée des Nations européennes captives (Assembly of Captive European Nations, ACEN), une organisation qui a permis de réunir de nombreux criminels de guerre nazis venus d'Europe de l'Est au sein d'une structure chargée de déstabiliser leur pays d'origine tombés dans l'orbite soviétique [21]. L'ACEN n'était pas pour autant uniquement composée de nazis ou de collaborateurs. Les délégations tchèque, polonaise et hongroise notamment, comprenaient presque exclusivement des anciens résistants à l'occupation du Reich.

Mais malgré ces gages de respectabilité, la formation se positionne, dans les années 1960-1970, à l'extrême droite de l'échiquier politique, s'alliant avec le Bloc des Nations Anti-Bolchéviques (Anti-Bolshevik Bloc of Nations, ABN), une organisation néo-nazie basée en Europe. Sous Reagan, les membres de l'ACEN composent près de 15% de la Coalition for Peace Through Strength, un puissant lobby mis en place par le complexe militaro-industriel qui obtiendra l'annulation des accords de désarmement Strategic Arms Limitation Treaty II (SALT II), avec l'appui d'une partie de l'équipe présidentielle [22]. Il s'agit là de soutiens auxquels il faut donner des gages, ce qui fit le président Reagan le 5



Ronald Reagan honore les Waffen-SS à Bitburg, le 5 mai 1985

Il faut, pour compléter la liste des soutiens anticommunistes à Ronald Reagan, citer l'Église de l'Unification fondée, en 1954, par le révérend Sun Myung Moon. Les liens de cette institution avec le Parti républicain ne sont plus à démontrer [23]. Le soir de son élection, Reagan pose ainsi pour une photographie souvenir sur laquelle il tient un exemplaire du *News World*, propriété de Moon, apportant son soutien à l'entreprise. Tout au long de son mandat, le président affirmera à plusieurs reprises que le *Washington Times*, quotidien appartenant à la secte Moon, était son journal préféré [24].



Le jour de son élection, Ronald Reagan pose pour une publication du révérend Moon

mai 1985, lors de sa visite au cimetière allemand de Bitburg où il se recueille sur la tombe de quarante-huit SS.

La bataille eschatologique contre l'Empire du Mal

Cette coalition puissante va permettre à Ronald Reagan d'élaborer une politique étrangère extrêmement agressive à l'encontre de l'ennemi soviétique et de ceux qui se tournent vers lui en Amérique latine.

Il engage une course aux armements avec l'Union soviétique et déploie en Allemagne des missiles Pershing II, transformant l'Europe en éventuel champ de bataille en cas d'affrontement Ouest-Est. Malgré les manifestations pacifistes en Europe et aux États-Unis, il mène à bout ce projet en s'appuyant politiquement sur François Mitterrand.

Le 23 mars 1983, il prononce un discours dans lequel il annonce le lancement d'un programme d'armement spatial intitulé Strategic Defense Initiative. Rapidement rebaptisée « *Guerre des étoiles* », la SDI est confiée à la Ballistic Missile Defense Organization, une nouvelle agence qui regroupe les différents programmes spatiaux développés séparément jusque-là. Elle doit permettre de développer un bouclier anti-missiles grâce à des vecteurs d'interception divers : on parle notamment de lasers tirés depuis l'espace, grâce à des véhicules spatiaux militarisés. Mais de nombreux experts qualifient le projet d'irréaliste, pour deux raisons. D'une part, ils considèrent la chose techniquement infaisable, en l'état actuel des technologies, et inefficace face à des missiles de croisière ou des avions. D'autre part, ils critiquent le programme en ce qu'il modifierait profondément l'équilibre des forces à l'échelle de la planète et encouragerait la militarisation de l'espace. Des remarques qui n'empêchent pas le Congrès de débloquer des milliards de dollars pour sa réalisation. L'objectif parallèle consiste à relancer l'économie états-unienne en engageant le pays sur la voie du keynésianisme militaire. Ce qui ne va pas sans servir les intérêts de

certain responsables politiques de l'époque, appelés ultérieurement à remplir des fonctions dans des compagnies d'armement privées [25].



Ronald Reagan prononce son discours contre l'Empire du Mal, le 23 mars 1983.

Plus encore que par la course aux armements, il épuise l'URSS en Afghanistan où il soutient les combattants d'Oussama Ben Laden.

Le 8 mars 1983, devant la Convention annuelle des associations évangéliques nationales, Ronald Reagan prononce son plus célèbre discours. Il y stigmatise l'Union soviétique qu'il qualifie d'Empire du Mal.

Dès lors, tous les moyens sont bons pour en finir avec le diable. Sous sa présidence, la Ligue anti-communiste mondiale (WACL) devient un outil pour les opérations secrètes de la CIA [26]. Parallèlement, Reagan crée la National Endowment for Democracy (NED) en 1984, pour continuer les activités d'ingérence politique et syndicale de la CIA sous une étiquette moins compromettante [27].

Cette réforme entraîne une multiplication des opérations secrètes, principalement en Amérique latine. L'une des premières cibles est le Guatemala, dont le président sortant, le général Romeo Lucas Garcia, avait pourtant financé la campagne présidentielle de Reagan à hauteur de 500 000 dollars. Son bras droit, **Mario Sandoval Alarcon**, « le "parrain" des escadrons de la mort en Amérique centrale » avait même été invité à la cérémonie d'investiture du nouveau président états-unien, en janvier 1981. Washington décide tout de même son remplacement. En 1982, un coup d'État amène le général Efraim Rios Mont au pouvoir. Cet évangéliste fanatique, qui déclarait qu'« un Chrétien doit se balader avec sa Bible et sa mitrailleuse » dirigera le pays de mars 1982 à août 1983 [28], érigeant les méthodes de contre-insurrection en modèle absolu de lutte contre le communisme. Les exactions de ces hommes feront entre 50 et 75 000 disparus, essentiellement parmi la minorité maya. Il est renversé en 1983 par son ministre de la Défense, le général Oscar Mejia, qui a reçu une formation de contre-insurrection aux États-Unis.

En 1983, à Grenade, le président de gauche Maurice Bishop est renversé par un coup d'État alors qu'il mettait son aéroport à disposition de Cuba pour le transport de troupes en Afrique. Le peuple parvient à libérer Bishop. Dans la

confusion, les golpistes demandent l'aide états-unienne. Ceux-ci débarquent en force (opération *Urgent Fury*) et rétablissent un gouvernement à leur dévotion.

Autre pays visé : le Honduras, où John Negroponte dirige la guerre de basse intensité. Rapidement, ses activités s'étendent au Nicaragua, où les sandinistes ont renversé le dictateur Somoza [29]. C'est le début de l'Iran-Contra, cette opération qui prévoit la livraison d'armes au régime de Téhéran via Israël afin de permettre de financer la guérilla d'extrême droite des Contra. Le tout dans le dos du Congrès états-unien. Le scandale éclate en 1986, après qu'un pilote états-unien se fut écrasé au Nicaragua. Le Congrès se saisit de l'affaire et crée une commission d'enquête, présidée par John Kerry, qui entendra tous les principaux protagonistes. Ronald Reagan argue de son ignorance des détails pour empêcher sa destitution. Les auditions n'ont en effet pas permis de savoir l'ampleur de la connaissance de l'opération du président états-unien. Une zone d'ombre qui laisse la place à toutes les spéculations concernant les véritables responsables, dont les noms sont certainement à chercher du côté du Conseil de sécurité nationale, dirigé par l'amiral **John Poindexter**. Ronald Reagan, de son côté, parvient à mener jusqu'à son terme son deuxième mandat.

Ronald Reagan accuse le président libyen d'être le chef d'orchestre du terrorisme international. Il prétend qu'il a commandité un attentat contre une discothèque de Berlin-Ouest fréquentée par des GI's. En rétorsion, il ordonne le bombardement de son palais, le 14 avril 1986, tuant environ 80 personnes. Pour réaliser cette opération, le président François Mitterrand autorise le survol du territoire français par les avions US. Les autorités judiciaires allemandes, quant à elles, ne trouvent aucune preuve de la responsabilité libyenne dans l'attentat [30]

Tout en livrant secrètement des armes à l'Iran pour financer son action en Amérique latine, Reagan arme massivement l'Irak. Il envoie un patron de l'industrie pharmaceutique, Donald Rumsfeld, vendre des armes chimiques à Saddam Hussein en violation des Conventions internationales. Au plus fort de la guerre Irak-Iran, le 3 juillet 1988, il donne l'ordre à l'USS Vincennes d'abattre le vol Iran Air 655, dans les eaux territoriales iraniennes, faisant 290 morts.

Inoxidable

Malgré la brutalité de son action extérieure et les scandales qui entourent son administration, malgré les condamnations pour trahison et félonie de ses collaborateurs, malgré ses résultats économiques désastreux (lors du krash de 1987, l'indice boursier de Wall Street perd 22% en une journée), Ronald Reagan a toujours été populaire aux États-Unis. Par son style personnel, cet acteur de cinéma a su incarner une Amérique sympathique et fière d'elle-même. Plusieurs de ses successeurs se sont réclamés de son héritage. Notamment George W. Bush qui a repris son discours en remplaçant l'épouvantail terroriste international Khadafi par Ben Laden et l'Empire du Mal par l'Axe du Mal.

[1] *The Cultural Cold War* par Frances Stonor Saunders, The New Press, 2000. Version française *Qui mène la danse ?*, Denoël, 2003.

[2] *Ronald Reagan, Testimony Before the House Un-American Activities Committee (1947)*, 23 octobre 1947.

[3] *Reagan's America* par Garry Wills, Penguin, 2000.

[4] Il s'agit du réalisateur Edward Dmytryk et des scénaristes John Howard Lawson, Dalton Trumbo, Albert Maltz, Alvah Bessie, Samuel Ornintz, Herbert Biberman, Adrian Scott, Ring Lardner, Jr. et Lester Cole. « [HUAC and Censorship Changes](#) ».

[5] *La Chasse aux sorcières* par Marie-France Toinet, Éditions Complexe, 1984.

[6] *Power on the Right* par William W. Turner, Ramparts Press, 1971.

[7] Voir la biographie de Ronald Reagan sur le site de [Spartacus](#).

[8] *California : Our First Parafacist State* par Kenneth Lamott, Brown & Co, 1971.

[9] *George Bush : The Unauthorized Biography*, de Webster G. Tarpey et Anton Chaitkin, Executive Intelligence Review, 1992. Le livre est téléchargeable sur <http://www.tarpley.net/bushb.htm>.

[10] « [The October Surprise Scenario](#) », transcription du documentaire « COVERUP, Behind the Iran Contra Affair ».

[11] L'équipe de William Casey comprend également Richard Allen, Roger Fontaine et John Singlaub, membre de la CIA et futur président de la Ligue anticommuniste mondiale.

[12] « [Bush's Impending Watergate](#) », par Harvey Wasserman, *The Valley Advocate*, 23 mai 1991.

[13] *George Bush : The Unauthorized Biography*, op.cit.

[14] « [The Day Reagan Was Shot](#) », par Richard V. Allen, *The Atlantic Monthly*, avril 2001.

[15] *Bush Son Had Dinner Plans With Hinckley Brother Before Shooting*, Associated Press, 31 mars 1981.

[16] « The Theology of Nuclear War » par Larry Kick, *Covert Action Quarterly*, printemps 1987.

[17] Voir « [Ouverture de négociations militaires israélo-états-uniennes](#) », *Regards du Proche-Orient*, 15 octobre 2003.

[18] Membre de la CIA, William Buckley était chargé de négocier les libérations d'otages au Proche-Orient pour le compte de l'administration Reagan. Capturé en 1985 par des milices libanaises, il fut exécuté après quinze mois de détention.

[19] « [Knights of Darkness - The Sovereign Military Order of Malta](#) », *Covert Action Information Bulletin*, été 1986, n°25.

[20] *The Iran-Contra Connection - Secret Teams and Covert Operations in the Reagan Era*, de Jonathan Marshall, Peter Dale Scott et Jane Hunter, South End Press, 1987.

[21] *Blowback*, par Christopher Simpson, Weidenfeld & Nicolson, 1988.

[22] Ibid.

[23] Voir « [Révérend Moon, le retour](#) », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, avril 2001.

[24] « [The disturbing political influence of Rev. Moon](#) », par Eli Swiney, 2 septembre 2003.

[25] Voir « [Le Carlyle Group, une affaire d'initiés](#) », *Voltaire*, 9 février 2004.

[26] Voir « [La Ligue anti-communiste mondiale, une internationale du crime](#) », *Voltaire*, 12 mai 2004.

[27] Voir « [La nébuleuse de l'ingérence "démocratique"](#) », *Voltaire*, 22 janvier 2004.

[28] « [General Efraim Rios Mont, President of Guatemala](#) », Friendly Dictators Trading Cards, par Bill Sienkiewicz.

[29] « [John Negroponte bientôt à Bagdad](#) », par Arthur Lepic, *Voltaire*, 20 avril 2004.

[30] « [Target Qaddafi](#) » par Seymour Hersh, *The New York Times* du 22 février 1987.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Célébration d'une alliance révolue

Analyse

Six chefs d'État ont participé aux cérémonies d'anniversaire du débarquement allié, en 1944. Les évocations historiques ont été conçues avec de fortes arrière-pensées : elles décrivaient le passé en fonction du présent. Il s'agissait de célébrer l'alliance d'hier et la réconciliation d'aujourd'hui avec d'autant plus de force que chacun perçoit un avenir de discorde.

Pourtant Amory Houghton et Axel Poniatowski, qui président à la Chambre des représentants et à l'Assemblée nationale les groupes d'amitié parlementaire France/États-Unis, en profitent pour magnifier les relations entre les deux pays. Pour eux, les divergences sont moindres que les convergences et, face au terrorisme, le moment est venu d'être à nouveau solidaires. Ce point de vue, publié par *Le Figaro*, se fonde sur une référence aux « valeurs communes », sans expliciter leur contenu.

Dans un entretien au *Figaro*, le chancelier allemand Gerhard Schröder explique le sens de sa participation à ces cérémonies : rendre hommage à toutes les victimes de l'hitlérisme, y compris les Allemands morts pour avoir cru en sa politique. Il précise également que Berlin, comme Paris, soutient l'adhésion, sous conditions, de la Turquie à l'Union européenne ; et qu'il est favorable à une force d'interposition de l'OTAN en Palestine, pas en Irak.

Les vingt-cinq ministres des Affaires européennes des États membres de l'Union appellent les citoyens européens à voter pour désigner le Parlement européen. Cet exercice de style, publié dans de nombreux quotidiens dont *Le Monde*, manifeste l'inquiétude des gouvernements face aux disparités de participation qui risquent d'être observées la semaine prochaine, et aux conséquences qu'elles impliqueraient sur la légitimité de l'institution. Cet appel pathétique met aussi en évidence la responsabilité de ces mêmes

gouvernements dans l'échec du projet européen : ils ont échoué à mettre en place un mode de scrutin unique et une date unique d'élection ; ils ont échoué à mettre en œuvre les dispositions du Traité de Maastricht relatives au financement de partis politiques européens. Dans le cas français, pour ne prendre que celui-là, ils ont même transformé une élection européenne en élection régionale en créant artificiellement huit circonscriptions électorales dans l'espoir de laminer tout autre parti que l'UMP et le PS. Ils tirent aujourd'hui les conséquences désastreuses de cette cuisine politicienne qui jette un discrédit sur le Parlement et détourne, dans de nombreux États, les électeurs.

De la participation, il y en aura sûrement au Royaume-Uni. À ce propos, le député libéral Nick Clegg renvoie dos-à-dos les conservateurs et les travaillistes britanniques, dont il relève les incohérences dans le *Guardian*. L'élection du Parlement européen est un moment de clarification des politiques. George Galloway a raison d'appeler à sanctionner Blair qui n'a pas su choisir : il prétend être pro-européen, mais s'est aligné sur les États-Unis dans le conflit irakien.

À la veille des jeux d'Athènes, George A. Papandreou appelle dans l'*International Herald Tribune* au respect de trêve olympique. Il rappelle que 190 États ont approuvé une résolution en ce sens à l'ONU et que la Grèce et la Turquie ont donné l'exemple en s'engageant à suspendre leurs manœuvres militaires.

Ancien officier de la CIA, Paul R. Pillar prend la défense de George Tenet dans le *New York Times*. Il souligne que, contrairement à ce que l'on prétend, l'Agence n'a pas démerité, mais que le renseignement US se trouve face à une crise structurelle. Ce n'est donc pas en contraignant le directeur de la CIA à la démission que l'on réglera le problème.

Sur le même registre, Danielle Pletka de l'American Enterprise Institute s'inquiète dans le *Los Angeles Times* de la campagne anti-Chalabi. Elle souligne que l'accusation d'espionnage au profit de l'Iran n'est pas crédible et ressort exclusivement des rivalités entre départements à Washington. Cet épisode risque de décourager les Irakiens qui souhaitent collaborer avec les États-Unis.

Enfin, le ministre français des Affaires étrangères, Michel Barnier, répond dans *Le Figaro* aux interpellations du lobby US conduit par Emma Bonino à propos du rôle de la France au Darfour. Le Quai d'Orsay s'est impliqué dans les négociations de paix depuis des mois, a participé à la réunion des donateurs de Genève, et a accru son aide alimentaire. Bref, si le conflit continue, ce n'est pas la faute de la France, ni de son allié tchadien.

Réseau Voltaire

Amory Houghton, Axel Poniatowski



Ancien ambassadeur états-unien en France (1957-1961) et ancien membre des Conseils d'administrations de plusieurs grandes entreprises états-uniennes, Amory Houghton est représentant républicain de New York et président du Caucus français au Congrès



Axel Poniatowski est député UMP français du Val-d'Oise, président du groupe d'amitié France-Etats-Unis. Il est l'auteur de *Pourquoi la France et les États-Unis ne se comprennent plus*.

« La nécessaire amitié franco-américaine »

Source : Le Figaro

Référence : « La nécessaire amitié franco-américaine », par Amory Houghton et Axel Poniatowski, *Le Figaro*, 4 juin 2004.

Le 14 juillet 2002, les cadets de l'Académie militaire de West Point défilent sur les Champs Élysées aux côtés de leurs frères d'armes de Saint-Cyr. Le symbole était fort et se voulait à la hauteur d'une amitié transatlantique historique : l'hommage d'un vieux pays à son vieil allié meurtri dans sa chair par un attentat terroriste que **les pires scénarios du Pentagone n'auraient pu imaginer**.

Quelques mois plus tard, la guerre d'Irak éclatait et on voyait une crise entre la France et les États-Unis. C'est loin d'être la première et l'histoire de nos relations est émaillée par ce genre d'incident. Il n'y a rien d'anormal à cela car nos deux pays ont leurs intérêts propres, mais il faut quand même noter que depuis 1776, la France et les États-Unis ont une relation spéciale car ils sont les deux seuls grands peuples à ne s'être jamais faits la guerre.

La crise irakienne est conjoncturelle, mais elle est révélatrice d'un fossé grandissant dans les relations transatlantiques. L'actuel divorce reflète une divergence de fond sur la notion de puissance dans l'après-Guerre froide et de la dichotomie des visions sur les sujets majeurs de la gouvernance mondiale. Pourtant, nos sujets d'accords sont plus nombreux que nos sujets d'opposition car nous partageons les mêmes valeurs. La société internationale a besoin d'une ossature politique et il faut que cette dernière soit la relation euro-américaine, seule capable d'œuvrer pour la démocratie dans le monde.

Nous devons restaurer les relations franco-américaines et garder en tête la maxime de De Gaulle : « indépendant par temps calme, solidaire dans la tempête ».

Gerhard Schröder



Gerhard Schröder est chancelier d'Allemagne.

« Ces morts, nous les avons tous en commun »

Source : Le Figaro

Référence : « Ces morts, nous les avons tous en commun », par Gerhard Schröder, *Le Figaro*, 5 juin 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

J'ai été invité aux commémorations du 6 juin 2004 en tant que représentant d'une Allemagne démocratique et membre de la communauté des nations, désireuse avec la France d'offrir une perspective à l'Europe. Il ne s'agit pas de nier la responsabilité et la culpabilité de l'Allemagne, mais il faut moins parler de culpabilité et plus de responsabilité à l'égard des générations futures. Un débat est né en Allemagne concernant ma présence dans un cimetière britannique plutôt que dans un cimetière allemand, mais le cimetière où je me suis rendu était un cimetière international où reposent 300 Allemands et je voulais rendre hommage à tout ceux qui sont tombés à cause de la cruauté d'Hitler.

L'Amérique du 6 juin 1944 est la même que celle qui est intervenue en Irak, mais nous avons eu raison avec la France de critiquer cette intervention. Cette critique est une étape dans le processus d'émancipation de l'Allemagne qui s'est amorcé avec la réunification. Les États-Unis et l'Europe ont des visions différentes, mais les États-Unis ont compris qu'ils ne pourraient pas gagner la paix sans l'aide de l'Europe. L'Allemagne n'enverra pas de troupes en Irak, mais aidera à l'entraînement des forces irakiennes et aidera financièrement le futur gouvernement irakien. L'Allemagne veut un Irak stable. La France et l'Allemagne sont par ailleurs en train d'étudier la proposition de résolution anglo-américaine.

L'ONU est en train de se réformer sous l'impulsion de **Kofi Annan**. L'Allemagne souhaite avoir un siège permanent au Conseil de sécurité car elle est une démocratie qui a désormais une politique étrangère souveraine. Je ne pense pas, quoi qu'on en dise, sacrifier la politique intérieure à la politique étrangère et je considère d'ailleurs que la politique européenne est de la politique intérieure. En ce qui concerne l'Union européenne, je suis favorable à l'entrée de la Turquie dans l'Europe si elle répond aux critères d'adhésion définis en 1993, tout comme **Jacques Chirac**. Au sommet de l'OTAN à Istanbul, je soutiendrai le projet de « Grand Moyen-Orient » pourvu qu'il n'impose rien aux pays arabes. Je pense également qu'il est peu souhaitable que l'OTAN intervienne en Irak, mais quelle peut jouer un rôle dans la résolution du conflit israélo-palestinien même si, compte tenu de son histoire, l'Allemagne ne pourrait pas participer à une force internationale dans ce pays. L'arrestation de Ben Laden ne mettra pas fin au terrorisme, tant que les conflits qui font naître le terrorisme n'auront pas pris fin.

Les 25 ministres des Affaires européennes de l'UE

Hans Martin Bury, Benita Ferrero-Waldner, Frédérique Ries, George Iacovou, Per Stig Møller, Alberto Navarro, Kristiina Ojuland, Claudie Haigneré, Paula Lehtomäki, Yannis G. Valinakis, László Kovács, Dick Roche, Roberto Antonione, Rihards Pīks, Antanas Valionis, Lydie Polfer, John Dalli, Atzo Nicolaï, Jaroslav Pietras, Carlos Costa Neves, Cyril Svoboda, Denis MacShane, Eduard Kukan, Milan M. Cvikl et Lars Danielsson

« Votez ! »

Source : Le Monde

Référence : « Votez ! », par les 25 ministres en charge des Affaires européennes des 25 pays membres de l'Union européenne, *Le Monde*, 4 juin 2004.

Entre les 10 et 13 juin, 338 millions de femmes et d'hommes éliront leurs 372 représentants au Parlement européen, première élection d'une Europe à 25. En tant que ministres chargés des Affaires européennes dans les 25 pays membres de l'Union européenne, nous vous appelons à voter pour donner à l'Europe un projet.

L'Europe est bien plus qu'un marché, c'est une communauté vivante de valeurs et d'objectifs. Ce n'est pas une abstraction, elle est présente dans la vie de chacun de nous. Le Parlement est un acteur clé de la construction européenne. L'Europe a besoin d'un Parlement qui représente votre diversité et vos souhaits. Allez voter aux élections européennes, ne laissez pas votre avenir se décider sans vous.

Nick Clegg



Chroniqueur régulier pour *The Guardian*, Nick Clegg est député européen britannique libéral-démocrate.

« Europe ou Amérique - vous décidez »

Source : The Guardian

Référence : « Europe or America - you decide », par Nick Clegg, *The Guardian*, 4 juin 2004.

Au moins, personne ne peut dire que la campagne de l'élection européenne est ennuyeuse compte tenu des diverses prises de position après les **attaques de George Galloway**. Cependant, si elle est drôle, elle n'en est pas moins surréaliste. En effet, les travaillistes font campagne en affirmant que le Parlement européen n'a rien à voir avec l'Irak car il ne décide pas de l'usage de la force.

Pourtant, l'élection européenne est précisément l'occasion de juger de la sagesse de la décision de **Tony Blair** de partir en guerre avec **George W. Bush** car elle illustre le dilemme britannique : faut-il privilégier l'alliance avec les États-Unis ou l'identité européenne de notre pays ? Le résultat de cette élection exprimera ce que pensent les Britanniques de ce débat. La décision de Blair de participer à la guerre d'Irak a marginalisé les Britanniques en Europe et a soudé le couple franco-allemand. Dans ces conditions, le soutien des conservateurs à la guerre est beaucoup plus compréhensible que celui des travaillistes car leur euro-scepticisme s'est toujours teinté d'américanophilie. Tony Blair est censé être notre Premier ministre le plus européen, mais il est coincé entre l'euro-scepticisme de **Gordon Brown** et celui de **Jack Straw**.

L'Europe et l'Amérique ne sont pas ennemies, mais elles sont différentes, surtout aujourd'hui que Washington est dirigé par une clique de néo-conservateurs. Il faut parfois faire un choix entre les deux et les électeurs

peuvent montrer par leur vote que la voie de Bush n'est pas la seule possible.

George A. Papandreou



George A. Papandreou est ancien ministre des Affaires étrangères de Grèce. Il est vice-président de International Olympic Truce Center.

« Une trêve olympique pour les jeux d'Athènes »

Source : International Herald Tribune

Référence : « An Olympic truce for the Athens Games », par George A. Papandreou, *International Herald Tribune*, 4 juin 2004.

Alors que les Jeux Olympiques retrouveront leurs racines cet été, il faut rappeler que le respect de la trêve olympique était le message-clé et peut-être le plus grand accomplissement des jeux anciens.

Pendant 16 jours, les cités en guerre faisaient une trêve afin de permettre à tous les athlètes et au public de venir assister aux jeux. Cette trêve a été respectée pendant 1200 ans, ce qui en fait le plus long accord de paix de l'histoire. Aujourd'hui, le Comité international olympique et la Grèce lancent un appel pour respecter à nouveau cette tradition. Il a été soutenu par 190 pays qui ont voté en faveur d'une résolution présentée par la Grèce à l'Assemblée générale de l'ONU. De nombreuses personnalités internationales se sont également prononcées en sa faveur.

Nous savons qu'une telle trêve n'est pas la solution à tous les problèmes du monde, loin de là, mais la voie vers la paix passe par la compréhension mutuelle et la trêve olympique peut y contribuer. La Grèce a montré l'exemple en signant avec la Turquie un pacte interdisant toutes manœuvres militaires dans la mer Égée.

Paul R. Pillar



Ancien officier de la CIA et analyste à la Brookings Institution, Paul R. Pillar est l'officier responsable du Proche-Orient et de l'Asie du Sud au Comité national états-unien du renseignement. Il est l'auteur de *Terrorism and*

« Un bouc émissaire n'est pas la solution »

Source : New York Times

Référence : « A Scapegoat Is Not a Solution », par Paul R. Pillar, *New York Times*, 4 juin 2004.

Certains opposants voient, à tort, la démission de **George Tenet** comme la première réaction aux travaux de la **Commission d'enquête sur 11 septembre** et la reconnaissance du fait que la **CIA** a échoué face au terrorisme islamiste. On accuse les services de renseignement états-unis de ne pas avoir tenu compte de la « sagesse conventionnelle » sur les risques d'attentat et de ne pas avoir unifié les dossiers des différents services sur Ben Laden.

Il faut pourtant rappeler qu'avant le 11 septembre, la « sagesse

conventionnelle » affirmait que le principal risque était le terrorisme nucléaire, biologique ou chimique et on pensait que les cibles seraient la Maison-Blanche ou le Capitole. De leur côté, les services de renseignement avertissaient, dès 1995, que la principale menace pour les États-Unis était les réseaux islamistes issus de la guerre d'Afghanistan. Ils pointaient la vulnérabilité du réseau aérien des États-Unis. À l'époque, analyste en chef des questions de terrorisme à la CIA, je travaillais avec le **FBI** pour convaincre l'industrie aéronautique du bien fondé du renforcement des mesures de sécurité dans ce domaine, sans résultat. Dans le même temps, la CIA créait la première cellule concentrée sur l'étude d'un seul homme : M. Ben Laden.

Aujourd'hui, la Commission d'enquête sur le 11 septembre semble vouloir construire une fable présentant les services de renseignement comme ignorants les risques d'attentats. Les vraies leçons à retenir du 11 septembre, c'est qu'il faut un désastre pour que les politiques changent. L'opinion publique états-unienne doit être mieux informée sur le terrorisme et le fonctionnement des services de renseignement.

Danielle Pletka



Danielle Pletka est vice-présidente chargée des questions d'affaires étrangères et de défense de l'American Enterprise Institute.

« Les États-Unis se sont seulement blessés eux-mêmes en trahissant Chalabi »

Source : Los Angeles Times

Référence : « U.S. Only Wounded Itself When It Betrayed Chalabi », par Danielle Pletka, *Los Angeles Times*, 4 juin 2004.

Les récentes informations sur la prétendue perfidie d'**Amhed Chalabi** en disent plus long sur ses accusateurs que sur l'accusé : Washington est un ami peu fiable et ses agences sont plus préoccupées par leurs vendettas personnelles que par la poursuite des ennemis de l'Amérique.

Initialement, Ahmed Chalabi était pourtant un homme de confiance de la **CIA**. Il fut au centre d'une tentative de coup d'État manqué contre Saddam Hussein dans les années 90. Lâché par la **CIA**, il devint l'homme du **département d'État**. Aujourd'hui, on l'accuse d'avoir espionné pour le compte de l'Iran, mais en réalité, ses détracteurs sont les mêmes qui le voient comme un ennemi depuis des années car inlassablement il a plaidé pour le renversement de Saddam Hussein.

Pendant les années 90, Chalabi a été régulièrement accusé de malversations par ses ennemis. Aujourd'hui, on prétend qu'il a servi l'Iran, ce qui sonne faux et n'a pas de sens. On sait qu'il a des contacts avec l'Iran puisque ce sont les États-Unis qui ont financé l'installation des bureaux de l'INC à Téhéran, mais il est douteux qu'il espionne pour eux. En attaquant Chalabi, les États-Unis se décrédibilisent auprès des rares Irakiens qui sont prêts à prendre des risques pour les soutenir.

Michel Barnier



Ancien commissaire européen français chargé de la politique régionale et ancien président du groupe défense de la Convention européenne, Michel Barnier est ministre français des Affaires étrangères.

« Soudan : nous agissons ! »

Source : Le Figaro

Référence : « Soudan : nous agissons ! », par Michel Barnier, *Le Figaro*, 5 juin 2004.

Je veux rassurer **Emma Bonino** et les personnalités françaises qui ont lancé un appel salubre à la solidarité avec les populations du Darfour : les autorités françaises se mobilisent même si nous ne répondons pas encore collectivement à l'ampleur du drame.

La crise qui secoue la frontière du Tchad et du Soudan est longtemps passée inaperçue ou sous silence tant les regards étaient tournés vers un « accord historique » avec le Sud du pays après quelques 40 années de guerre ininterrompue. C'est ce triple risque, désastre humanitaire, obstacle à la conclusion de l'accord de paix avec le Sud, menace pour les États frontaliers qui a conduit mon prédécesseur **Dominique de Villepin**, dès février dernier, à se rendre au Tchad puis au Soudan, et à faire part de sa constante préoccupation à **Colin Powell** et à nos partenaires européens. Nous avons affirmé aux autorités soudanaises qu'il était dans leur intérêt immédiat de mettre fin aux bombardements aériens et aux exactions des milices et de favoriser l'accès humanitaire. Nous avons apporté notre soutien à la médiation du Tchad entre Khartoum et les groupes rebelles. Cela a déjà conduit à un cessez-le feu appuyé par un déploiement d'observateur.

Depuis hier, les observateurs de l'Union Africaine sont déployés au Darfour et ils seront prochainement rejoints par des observateurs européens et américains. Renaud Muselier s'est rendu à la réunion de Genève des donateurs du Darfour et nous avons accru notre participation au Programme alimentaire mondial d'1,4 millions d'euros. Oui, nous restons vigilants et solidaires, oui nous agissons avec nos partenaires européens.